 **FORMULAIRE 4.4** 

**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)**

**RAPPORT ANNUEL SUR L’éTAT D’AVANCEMENT DU pROJET**

**PAYS:** COMORES

**PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1er janVIER – 31 DÉcembre**

|  |  |
| --- | --- |
| Intitulé du Programme & Numéro du Projet |  |
| Intitulé du Programme: Reforme du Secteur de la Sécurité en Union des Comores Numéro du Programme *(le cas échéant)* 00087301Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d’affectation spéciale pluripartenaires):[[1]](#footnote-1)PBF/COM/B-4  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Entités participantes de l’ONU |  | Partenaires d’exécution |
| Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) | Liste des partenaires nationaux (gouvernment, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: Ministère de l'Intérieur de l'Information, de la Décentralisation, Chargé des Relations avec les Institutions  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Budget du Programme/Project (en dollars US) |  | Durée du Programme |
| Contribution du PBF (par l’entité participante de l’ONU) 1 200 000 USD |  |  | Durée totale *(en mois)* 18 |  |
|  | Date de démarrage[[2]](#footnote-2) *(jour/mois/année)* 29-Jul-13 |  |
| Contribution gouvernementale*(le cas échéant)*300 000 USD |  |  | Date de fin prévue à l’origine*[[3]](#footnote-3)* *((jour/mois/année)* | 31-Jan-15 |
| Autres contributions (donateurs) *(le cas échéant)*PNUD: 100 000 USD |  |  | Date de fin actuelle[[4]](#footnote-4) *(jour/mois/année)* 30/06/2015 (30 10 2015) |  |
| TOTAL: | 1 600 000 USD |  |  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours |  | Rapport soumis par |
| Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*[ ]  Oui [x]  Non Date:      Évaluation finale *– veuillez joindre le document le cas échéant*[ ]  Oui [x]  Non Date:       | Nom: Abdou-Salam SAADI Titre: Spécialiste de Programme GouvernanceOrganisation participante (principale): PNUD Courriel: abdou-salam.saadi@undp.org |

**PARTIE 1 – ÉTAT D’AVANCEMENT DES OBJECTIFS**

* 1. **Évaluation de l’état d’avancement et des objectifs du projet**

**Pour les projets PRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:**

|  |
| --- |
| ***Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.*** 1) la finalisation et l’adoption de la politique de sécurité nationale et du Plan de développement stratégique de la police nationale; 2) la sécurisation et l’amélioration des conditions de vie dans la caserne d'Ongoni à Anjouan ; 3) l’amélioration des conditions de vie et de sécurité de l’école nationale de la Police 4) la construction du Commissariat central de la police nationale à Anjouan et deux brigades de la police nationale dans des sites sensibles à la grande Comore et à Mohéli 5) La réintégration de certains ex-FGA démobilisés et ayant bénéficié des formations requises à cet effet. 6) La formation des forces de sécurité au civisme, au respect des droits humains et aux principes de l’état de droit |
| ***Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.***  - les infrastructures et les équipements mis en place à l’échelle nationale notamment à Anjouan, renforcent la confiance des forces de sécurité et des autorités compétentes à faire face aux défis sécuritaires du pays.- Une structure officielle assure le suivi et l’évaluation du processus d’intégration économique des Ex-FGA.  |

**Tant pour les projets IRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l’ensemble des objectifs atteints jusqu’à ce jour:**

**Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l’état d’avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d’énumérer jusqu’à quatre résultats par projet.**

**Description du résultat 1:** la finalisation et l’adoption de la politique de sécurité nationale et du Plan de développement stratégique de la police nationale

**Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat:**

|  |  |
| --- | --- |
| Indicateur 1:1.1 Nombre de mesures et initiatives prises en adéquation avec la politique de sécurité nationaleIndicateur 2:Néant Indicateur 3:Néant  | Niveau de référence: des drafts de politique nationale de sécurité (PNS) et du Plan de développement stratégique de la police nationale sont disponiblesCible: La PNS est finalisée et mise en œuvre (2014)État d’avancement: Un Séminaire National sur la Stratégie de Défense et Sécurité de l’Union des Comores s'est tenu du 04 au 06 mars 2014. Des contacts sont établis entre le Bureau de pays du PNUD et le département des Opérations de maintient de la paix (DOMP) pour plus d'appui dans la finalisation de ce proceszsus don’t la finalmité est l'élabopration et la publication d'un Livre vert sur la Défense et la sécurité en Union des Comores. Niveau de référence:      Cible:      État d’avancement:     Niveau de référence:      Cible:      État d’avancement:      |

**État d’avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

Les actes du Séminaire National sur la Stratégie de Défense et Sécurité de l’Union des Comores s'est tenu du 04 au 06 mars 2014 sont disponibles.

**État d’avancement du résultat**

*Décrire l’état d’avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l’état d’avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?* Des contacts sont établis entre le Bureau de pays du PNUD et le département des Opérations de maintient de la paix (DOMP) pour plus d'appui dans la finalisation de ce processus dont la finalité, est l'élabopration et la publication d'un Livre vert sur la Défense et la Sécurité en Union des Comores. L'objectif global de ce sémianire était de permettre à l'Union des Comores de disposer d'une Stratégie nationale de défense et de sécurité. Pour y parvenir, les objectifs spécifiques suivants ont structuré les travaux techniques : (i) inviter à une analyse géopolitique et stratégique de l’Union des Comores au regard de son environnement interne, régional et international ; (ii) constater les intérêts à protéger ; (iii) identifier les menaces et les risques majeurs endogènes et exogènes à contrer ; (iv) définir l’outil de défense et de sécurité - ses missions, son format, sa structure, son équipement - son infrastructure ; (v) de penser le budget de la défense et de la sécurité; (vi) déterminer les alliances et partenariats possibles, (vii) réaffirmer la participation de l’Union des Comores aux opérations de maintien de la paix dans le monde et (viii) décliner le résultat des débats sous forme de recommandations qui serviront de base à la rédaction d’un Livre vert sur la Politique de Défense et de Sécurité. Le thème général du Séminaire est subdivisé en trois sous-thèmes. Chacun a été débattu dans des ateliers spcifiques.

L'Atelier n° 1 avait comme sous-thème "L’Union des Comores dans le Sud-ouest de l’Océan indien : Les défis sécuritaires d’un Etat insulaire en Développement", l'atelier n°2 a traité de "Défense et Sécurité nationales en Union des Comores : Exercices de définition – Domaines d’expression – Quelles ripostes ?" et l'atelier n°3 a porté sur "Le Système international de Sécurité : Quelles alliances pour l’Union des Comores ?"

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d’ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d’un retard de mise en œuvre ou d’éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d’ajustement peuvent être envisagées (1 500 caractères maximum)?*

**Description du résultat 2:** La Sécurisation et l’amélioration des conditions de vie dans la caserne d’Ongoni à Anjouan ;

**Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat:**

|  |  |
| --- | --- |
| Indicateur 1:Capacité d’hébergement dans la caserne cibléeIndicateur 2:Capacités d’hébergement de femmes soldatsIndicateur 3:      | Niveau de référence: 100 ssoldats Cible: 400 soldats logés confortablement État d’avancement:2 missions sur le site sont réalisées et le processus de recrutement de l'ingénieur devant conduir les travaux de génie civile est lancéNiveau de référence: 0Cible: 20État d’avancement:le plan de réaménagement de la caserne prévoit des infrastructures susceptibles de loger 20 soldats femmes Niveau de référence:      Cible:      État d’avancement:      |

**État d’avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

A ce stade de la mise en oeuvre du projet, aucn produit n'est enregistré ici.

**État d’avancement du résultat**

*Décrire l’état d’avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l’état d’avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?*

A ce stade de la mise en oeuvre du projet, difficile d'établir ici un état d'avancement du résultat penadnt la période considérée. Nious reviendrons avec des précisions dans le contenu des futures rapports.

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d’ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d’un retard de mise en œuvre ou d’éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d’ajustement peuvent être envisagées (1 500 caractères maximum)?*

La formule retenue pour la réalisation est de travailler en régie avec l'Armée nationale de développement (AND) et certains travaux préalables notamment la définition des besoins comprenant les devis de travaux de construction ne sont pas encore établis.

**Description du résultat 3:** . le Commissariat central de la police nationale à Anjouan et deux brigades de la police nationale à Chindini et à Howani sont construits

**Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat:**

|  |  |
| --- | --- |
| Indicateur 1:Nombre de brigades nouvellement construitesIndicateur 2:Nombre de commissariats nouvellement construitsIndicateur 3:      | Niveau de référence: 0Cible: 2État d’avancement:2 notifications pour la dotation des terrains devant être construits les brigades de police de Chindini (Ngazidja) et Howani (Mwali) sont remis au PNUD par les autorités des 2 îles concernées.Niveau de référence: 0Cible: 1État d’avancement: Un terrain est identifié par les autorités d'Anjouan et des discussions sont entamées entre le gouvernorat de l'île et le pouvoir central, en vue d'acquérir ledit terrain pour y construir le commissariat central de la police nationale dans l'îleNiveau de référence:      Cible:      État d’avancement:      |

**État d’avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

2 notifications pour la dotation des terrains devant être construits les brigades de Chindini (Ngazidja) et Howani (Mwali) sont remis au PNUD par les autorités des 2 îles concernées. De même, la conception des plans et les devis relatifs aux coûts des travaux, sont établis par les travaux publics des îles de Mwali et de Ngazidja.

**État d’avancement du résultat**

*Décrire l’état d’avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l’état d’avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?* A ce stade de la mise en oeuvre du projet, difficile d'établir ici un état d'avancement du résultat penadnt la période considérée. Nious reviendrons avec des précisions dans le contenu des futures rapports.

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d’ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d’un retard de mise en œuvre ou d’éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d’ajustement peuvent être envisagées (1 500 caractères maximum)?*

**Description du résultat 4:** Des membres des forces de sécurité sont formés au civisme, au respect des droits humains et aux principes de l’état de droit

**Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat:**

|  |  |
| --- | --- |
| Indicateur 1:Nombre de soldats formésIndicateur 2:     Indicateur 3:      | Niveau de référence: 0Cible: 400État d’avancement:Un plan de mise en oeuvre des formations au bénéfice des forces de sécurité est en cours d'élaboration entre le Directeur national du projetNiveau de référence:      Cible:      État d’avancement:     Niveau de référence:      Cible:      État d’avancement:      |

**État d’avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

A ce stade de la mise en oeuvre du projet, aucn produit n'est enregistré ici.

**État d’avancement du résultat**

*Décrire l’état d’avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l’état d’avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?* A ce stade de la mise en oeuvre du projet, difficile d'établir ici un état d'avancement du résultat penadnt la période considérée. Toutefois, un plan de formation établi par la cellule de gestion du projet, prévoit deux volets de formations : (i) Une formation sur le leaderships qui sera dispensée par un expert national et une autre qui portera sur (ii) une formation des formateurs sur le renforcement des capacités institutionnelles et l’Etat de droit qui sera dispensée par un expert international.

Nous reviendrons avec des précisions dans le contenu des futures rapports.

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d’ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d’un retard de mise en œuvre ou d’éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d’ajustement peuvent être envisagées (1 500 caractères maximum)?*

Un plan de formation est établi par la cellule de gestion du projet en vue de lancer dans les meilleurs délais, les formations relatives au civisme, au respect des droits humains et aux principes de l’état de droit au bénéfice des forces de sécurité.

* 1. **Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée**

|  |  |
| --- | --- |
| Données factuelles: Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l’état d’avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu?*(1 000 caractères maximum)* | Le projet est au tout début de sa mise en oeuvre; des données factuells ou preuves concrêtes sur l'état d'avancement du projet seront disponibles à mi-parcours ou dans le cadre du rapport final.  |
| Financement des déficits budgétaires: Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement.*(1 500 caractères maximum)* | En dépit du fait que la problématique de la consolidation de la paix est prise en compte dans bien de documents nationaux, force est de constater que la Loi de Finances du pays ne prévoit pas une ligne pour financer cette problématique. Ainsi, le 1 200 000 USD issu de la deuxième phase du FCP ou FCP plus constitue une bouffée d'oxigène pour la ise en eouvre des activités traitant de cette thématique au niveau du pays.  |
| Effets catalytiques: Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement.*(1 500 caractères maximum)* | Les activités du projet réalisées lors d'une première phase du PBF (2009 - 12) a suscité un intérêt certains certains partenaires au développement qui ont par la suit accompagner le pays dans le domaine du RSS. C'est le cas du Sultanat d'Oman qui a apporté une importante contribution financière à la tenue du Séminaire national sur la Stratégie de défense et de sécurité qui a eu lieu en mars 2014.  |
| Gestion de risques/innovation: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d’une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu?*(1 500 caractères maximum)* | A ce stade de la mise en oeuvre du projet, il est difficile de proécder à une évaluation précise en matière d'innovations ou évaluation des risques dans le domaine de la consolidation de la paix.  |
| Note d’évaluation sur la parité entre les sexes: La note d’évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d’une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement.*(1 500 caractères maximum)* | La rédaction du Document de projet a mis en évidence la nécessité d'intégrer la dimension genre dans la mise en oeuvre du projet. C'est ainsi que pour les travaux relatifs à l'amélioration des conditions de vies des focres de sécurité dans la caserne d'Ongoni à Anjouan, il est prévu d'aménger des infrastructures susceptible de loger 20 militaires femmes. De même, les formations prévues au bénéfice des forces de sécurité integreront des éléments des focres de sécurité de sexes féminin.  |

**PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D’ASPECT DU PROJET RÉUSSI**

**2.1 Enseignements tirés**

*Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.*

|  |  |
| --- | --- |
| Enseignement 1 *(1 000 caractères maximum)* | Le gouvernement et le PNUD ont pris toutes les dispositions necessaires pour pallier le retard accusé durant l'année dernière. |
| Enseignement 2 *(1 000 caractères maximum)* | La volonté du PNUD d'appliquer les directives / orientations de la déclaration de Paris sur la gestion de l'aide publique au développement notamment la promotion de l'appropriation nationale sur la mise en oeuvre de certaines activités (construction d'insfrastrures en régie avec les travaux publics des îles) est louable mais non sans risques. En effet, cette approche coûte beaucoup en terme de chronogramme des activités, car la mise à disposition des terrains, la conception des plans et la réalisation des différents dévis prennent trop de temps et pénalisent lourdement le démarrage effectif de certaines activités.  |
| Enseignement 3 *(1 000 caractères maximum)* |       |
| Enseignement 4 *(1 000 caractères maximum)* |       |
| Enseignement 5 *(1 000 caractères maximum)* |       |

**2.2 Exemple d’aspect de projet réussi (OPTIONNEL)**

*Donner un exemple d’aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s’il vous plait, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 caractères maximum).*

**PART 3 *–* ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION**

* 1. **Commentaires sur l’état général des allocations budgétaires**

*Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues:*

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 caractères maximum).

* 1. **Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre**

*Veuillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l’efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d’autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d’appui, les quelconques activités de capacitation, l’utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veuillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche* (2 000 caractères maximum):

Le présent projet s’inscrit dans une perspective de pérennisation et d’appropriation des résultats de la première phase du FCP et vise à inscrire les acquis dans la durée.

Dans cette optique, l’approche méthodologique pour la conduite des activités au quotidien et l’accomplissement des résultats s’inscrit dans une démarche participative et inclusive de l’ensemble des parties prenantes à la sécurité et à la stabilité. De même, cette approche privilégie la recherche des synergies positives avec les autres interventions menées dans le domaine par les autres partenaires au développement. C’est dans cette perspective que s’inscrit le rapprochement opéré avec l’Union Africaine et l’Unité reforme sécuritaire du DOMP en vue de bénéficier de leur expertise et de leurs expériences dans ce domaine. Dans cette optique, le bureau de pays du PNUD qui est l’agence de mise en œuvre a mis à la disposition de l’équipe de gestion du projet l’expertise à sa disposition dans le cadre du vaste réseau de connaissances avérées dont dispose le PNUD à travers le monde, dans les champs d’action du projet. La démarche adoptée valorisera l’expertise nationale et locale en matière de sécurité en faisant systématiquement recours aux cadres de l’AND et de la police nationale ainsi qu’à l’expertise des organisations de défense des droits de l’Homme ; comme moyen de mobiliser des capacités nationales. Il est également prévu de recourir à l’expertise régionale, le cas échéant, dans une perspective de promotion de la coopération Sud-Sud.

1. Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](http://mdtf.undp.org), l’expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée. [↑](#footnote-ref-1)
2. La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d’Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](http://mdtf.undp.org/). [↑](#footnote-ref-2)
3. Conformément à l’approbation du descriptif de projet original par l’instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur. [↑](#footnote-ref-3)
4. S’il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d’approbation d’une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l’origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c’est-à-dire la date d’achèvement de l’ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés. [↑](#footnote-ref-4)